

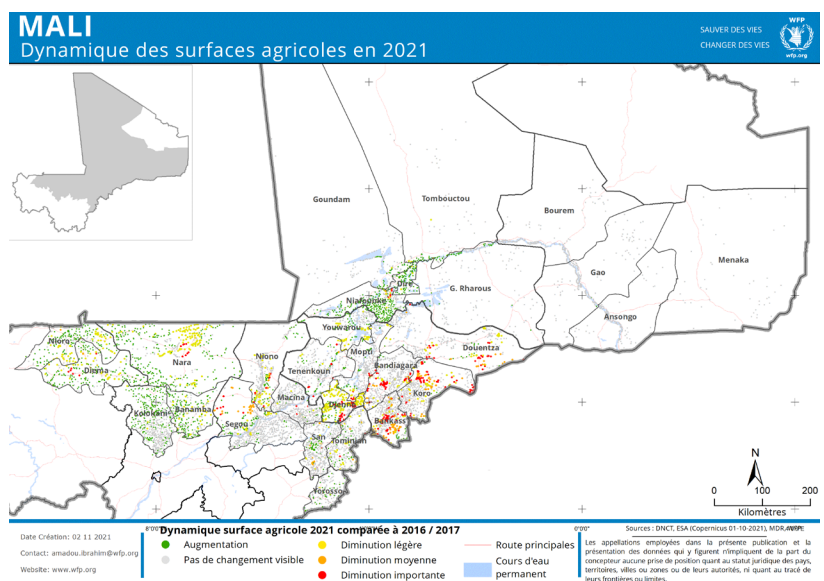
Une dégradation sans précédent de la sécurité alimentaire au Mali L'urgence d'agir maintenant et préparer 2022

Le Mali fait face à une crise alimentaire exceptionnelle qui dépasse le dernier pic datant de 2013/2014 au début de la crise malienne. Pour la période d'Octobre à Décembre 2021, près de 1,2 millions de personnes ont besoin d'une assistance alimentaire d'urgence (phase 3&4)¹, soit presque le triple de l'année dernière². D'ici juin 2022, le nombre de personnes ayant besoin d'une assistance d'urgence risque d'atteindre près de 1,8 millions de personnes si rien n'est fait pour améliorer drastiquement la réponse, notamment à travers la mobilisation des financements à court terme et à long terme nécessaires. L'explosion de la crise alimentaire s'inscrit dans une tendance de forte détérioration de la crise humanitaire plus large avec près de 6,3 millions de maliennes et maliens dans le besoin d'une aide d'urgence pour accéder à une assistance alimentaire et nutritionnelle, à l'eau, la santé, l'éducation, la protection, des abris.³

1. L'insécurité et les chocs climatiques, deux causes majeures de l'explosion de la crise alimentaire au Mali

L'expansion de l'insécurité vers le Centre et le Sud du Mali figure parmi les causes majeures de cette détérioration. Le nombre de personnes forcées de fuir les violences a augmenté de près de 40% en un an⁴. Plus de 114 000 maliens et maliennes ont dû ainsi abandonner leurs moyens d'existence depuis septembre 2020 et ils sont aujourd'hui plus de 400 000⁵ déplacés internes (PDI) dont la survie dépend encore principalement de l'aide humanitaire et des mécanismes de solidarité et d'entraide.

Les violences ont entraîné également d'importantes restrictions de mouvement qui perturbent les activités économiques et limitent l'accès aux champs et zones de pâturage avec pour conséquence l'abandon des champs ou des récoltes. Dans le cercle d'Ansongo, près de 14% des ménages déclarent faire face à des pertes de bétail, impactant leurs moyens d'existence. Les analyses satellitaires de 2019, 2020 et 2021 montrent une corrélation entre des dynamiques de réduction des surfaces cultivables par rapport à 2016-2017 et l'expansion de l'insécurité en particulier dans le centre. La région de Mopti est la plus touchée en 2021 avec près d'un quart (23%) de ses localités qui ont subi une diminution de surfaces agricoles cultivées. Les cercles les plus affectés sont Bankass (24% des localités), Koro (20%), Djénne (13%) et Bandiagara (11%). Sur les régions de Mopti et Ségou, près de 254 000



1 Selon la fiche de communication du Cadre Harmonisé pour le Mali de novembre 2021

2 Plus précisément une augmentation de 185% passant de 437 067 personnes en phases 3&4 en octobre-décembre 2020 à 1 244 906 personnes en phase 3&4 en octobre-décembre 2021

3 Global Humanitarian Overview 2022

4 De 287 496 personnes déplacées internes fin septembre 2020 à 401 736 fin septembre 2021, voir <https://data2.unhcr.org/en/country/ml>

5 DTM Septembre 2021

“J’ai vécu l’embargo dans mon village à Dinangourou. Tout a commencé un matin quand j’avais pris ma daba pour aller au champ. Sur la route, pendant que je discutais avec d’autres femmes, j’ai senti une grande panique dans le village. Tout le monde cherchait un abri. C’est ainsi que j’ai couru pour rentrer à la maison. Pendant des mois, nous avons l’interdiction de franchir certaines limites dans notre propre village. Mon plus grand souci, c’était l’alimentation de mes 8 enfants. On se débrouillait avec le peu de nourriture que nous avons en réserve. Nous étions sans activité. Quand mon mari sortait de la maison, je m’inquiétais fortement car son retour était incertain. Nous cherchons maintenant à nous relever et nous demandons de l’aide pour avoir à manger pour retourner dans notre village”

Femme déplacée originaire de Dinangourou, novembre 2021

personnes sont affectées par cette diminution des surfaces agricoles cultivées (respectivement 7% et 2% des populations de Mopti et Ségou). Dans le cas de plus d’une centaine de villages affectés, on observe une diminution de l’accessibilité liée à la distance à parcourir pour se rendre aux champs. Dans ces localités, seuls les champs se trouvant dans un rayon de 550 m à 2 km autour du village sont encore cultivés tandis que les champs s’étendant auparavant jusqu’à 10 km sont abandonnés⁶.

Les cas encore plus extrêmes de blocus de villages entiers par des groupes armés se sont poursuivis au cours de l’année 2021 avec la prolongation du blocus de Farabougou depuis plus d’un an et de nouveaux villages bloqués comme Dinangourou début mai 2021 et Marebougou en novembre 2021. Même dans le cas de Dinangourou, où les restrictions de mouvements ont pu être levées, les populations ont manqué la saison culturale et le blocus a amputé les travailleurs saisonniers de leur principale source de revenu durant cette saison. L’importante vulnérabilité qui en découle a été accentuée par une impossibilité d’accéder aux services de santé et fait craindre une hausse de mortalité et des risques épidémiques.⁷

A l’impact dévastateur des conflits, s’ajoutent d’importants chocs climatiques ainsi que les répercussions économiques de la COVID-19. Des épisodes de sécheresse (en début de saison et surtout en fin Septembre 2021) dans le pays ont ainsi entraîné la perte de plus de 225 000 ha de champs⁸ et ont affecté 3 055 253 personnes vulnérables. Le raccourcissement de la saison des pluies n’a pas permis le renouvellement des pâturages dans plusieurs localités du pays. A cela s’ajoute les restrictions de mouvements et vols de bétail liés à l’insécurité. Le tout entraîne des concentrations animales importantes dans certaines régions et risque d’accélérer la dégradation des ressources fourragères en 2022, augmenter les risques de propagation des maladies du bétail et entraîner des regains de tensions entre éleveurs et agriculteurs.⁹ Enfin, la perte de revenus et de transferts de fonds liée aux impacts économiques du COVID-19, associée à la hausse des prix, devrait faire augmenter le taux de pauvreté nationale de 4,8 points de pourcentage en 2020, soit près de 900 000 personnes supplémentaires qui devraient basculer sous le seuil de pauvreté au Mali¹⁰.

2. Des réponses insuffisantes pour répondre aux besoins urgents et endiguer la crise alimentaire

Besoins urgents sur les prochains trois mois

Face à cette détérioration, la réponse humanitaire est largement insuffisante et les financements disponibles ne permettront pas de répondre aux besoins urgents. Le gouvernement se mobilise pour répondre aux besoins des 1 841 067 personnes en phase crise et plus à travers le Plan National de Réponse 2022. Toutefois, tenant compte de l’ampleur de la crise dans la période courante, une réponse immédiate incluant l’assistance et la production alimentaire d’urgence est nécessaire pour apporter une assistance aux 1,2 millions de personnes (y compris les PDI), surtout dans les cercles en crise (Bandiagara, Douentza, Koro, Niono, Ansongo, Ménaka). **L’assistance alimentaire à ces personnes pour les trois prochains mois est estimée à près de \$US 65 millions** pour couvrir 100% des besoins urgents desdits ménages.

➡ Augmenter et améliorer notre réponse humanitaire pour 2022

Au-delà de la réponse d’urgence sur les trois mois à venir, il est aussi primordial d’améliorer nos réponses humanitaires de sécurité alimentaire pour 2022. Cela nécessite d’abord de mettre fin au fossé qui n’a fait que se creuser depuis 2018 entre l’explosion du nombre de personnes en crise alimentaire et les financements humanitaires alloués pour y répondre. Alors que le nombre de personnes en crise alimentaire a presque septuplé entre 2018 et 2021, la couverture des besoins de financement de la sécurité alimentaire ont baissé de moitié passant de 47,5% des financements demandés en 2018 à seulement 25% en novembre 2021.¹¹ La conséquence de ce manque de financement s’est fait ressentir directement sur la réponse et près de 300 000 personnes en crise alimentaire n’ont reçu aucune assistance humanitaire en 2021. Il est également nécessaire d’améliorer l’assistance aux plus vulnérables, en proposant des réponses holistiques et allant au-delà de 6 mois pour permettre aux bénéficiaires de reconstruire progressivement leurs moyens d’existence.

6 Ministère du Développement Rural et PAM, Mali - Analyse des images satellitaires sur la dynamique des surfaces agricoles dans les zones difficiles d’accès (insécurité) en 2021

7 Solidarités International, Gestion Stratégique de l’Information, rapports de situations de Dinangourou, cercle Koro, Mopti du 16 août et 16 septembre 2021.

8 GTPA, Octobre 2021

9 Alou DIAKITE, Erwann FILLLOL, Action Contre la Faim, Mali, Production de biomasse en 2021, analyses et perspectives pour 2022, septembre 2021

10 Banque Mondiale - Impact de Covid au Mali

11 Financial Tracking Service Novembre 2021

A cela s'ajoute des défis de coordinations entre bailleurs et entre acteurs humanitaires qui débouche sur une couverture inégale des besoins urgents. En Octobre 2021 certaines régions comme Gao et Kidal recensaient des réponses couvrant 100% des besoins alors que dans d'autres comme Mopti et Kayes, la couverture n'atteignait que 62% des besoins. De même la réponse humanitaire reste encore fortement focalisée sur les seuls déplacés. Lors de l'évaluation multisectorielle menée par REACH au niveau national en Juillet 2021, 53% des ménages déplacés disaient avoir reçu une aide humanitaire durant les 12 derniers mois tandis que 81% des ménages non-déplacés expliquaient n'avoir reçu aucune aide sur la même période. Si les ménages déplacés font souvent parti des populations les plus vulnérables, ils ne représentent que 7% du total des personnes en crise alimentaire (phase3 & 4).

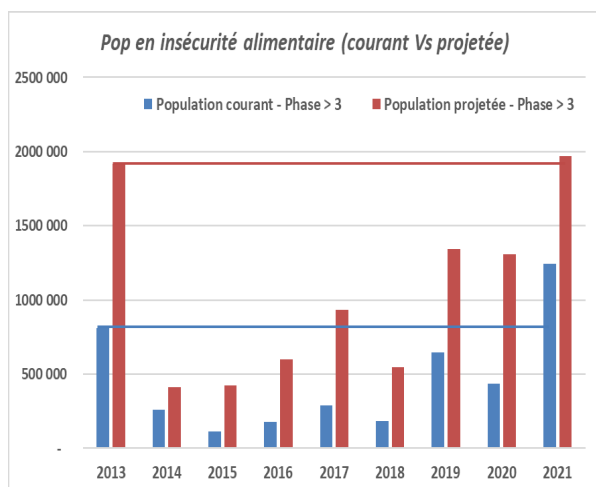


Figure 1 Source: Cadres Harmonisé Mali

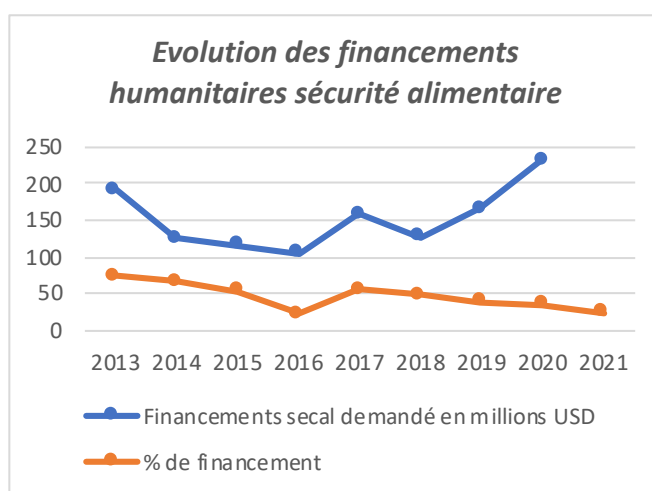


Figure 2 Source: Financial Tracking Service (OCHA)



L'urgence d'un engagement plus fort des bailleurs de développement

Les réponses de résilience ou relèvement précoce permettant d'accompagner les ménages au-delà des réponses d'urgence ne sont que très peu prises en charge par les bailleurs humanitaires qui se concentrent de plus en plus, faute de financements, sur les réponses de très court terme en réponse immédiate à des chocs. En 2021, seuls 34% des personnes identifiées en besoin d'appui aux moyens d'existence ont été couverts par les bailleurs humanitaires.¹² Certains bailleurs humanitaires se sont également désengagés du financement de la réponse de soudure sans une reprise effective par des bailleurs de développement. La réponse de soudure n'a pas pu jouer son rôle de filet social et n'a pas pu empêcher les plus vulnérables de tomber dans des phases de crise alimentaire durant la soudure. Cette tendance risque de continuer à s'empirer si les bailleurs de développement ne s'engagent pas plus pour couvrir les approches de filets sociaux, courant aussi les réponses de soudure.

En plus de la réponse d'urgence et de soudure, il est essentiel que les bailleurs de développement s'engagent de façon importante, aux côtés du gouvernement, pour financer des réponses qui permettent aux populations en crise de développer de nouveaux moyens d'existence adaptés au contexte de conflit et de changement climatique, et qui renforcent la résilience des 3,6 millions de personnes en stress alimentaire. Il est aussi crucial d'intégrer systématiquement des approches de mitigation, préparation et contingences aux chocs sécuritaires, climatiques et épidémiques sur l'ensemble du territoire ainsi que des outils flexibles au sein des projets permettant d'adapter la réponse aux chocs. Si ce type de réponse n'est pas augmenté significativement en 2022, de nombreux ménages risquent de recourir à des moyens d'adaptation négatifs détériorant leur accès à la nourriture dans le court terme et leurs moyens d'existence sur le moyen à long terme.

3. Recommandations

Pour répondre et endiguer la hausse exponentielle de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Mali il est urgent que :

-  **Les bailleurs humanitaires débloquent une assistance alimentaire et nutritionnelle immédiate de \$US 65 millions pour répondre directement aux besoins des 1,2 millions de personnes les plus vulnérables sur les trois mois à venir.**
-  **Les bailleurs humanitaires augmentent significativement leurs financements pour la réponse humanitaire de sécurité alimentaire pour 2022 et le Pool Funds régional débloquent d'urgence une enveloppe financière pour le Mali.** La réponse à l'urgence devrait comporter :
 - **Le soutien au mécanisme de réponse rapide** d'assistance alimentaire et nutritionnelle inconditionnelle sur base de vulnérabilités ;

- **Le soutien à la production alimentaire d'urgence** pour les plus vulnérables affectés par les chocs. Il peut se faire en donnant les moyens aux ménages affectés de maintenir ou de relancer leur production alimentaire ou d'accéder à la nourriture par les achats aux marchés à travers le renforcement de leurs moyens d'existence ;
 - **Des stratégies innovantes, contextualisées et avec un ancrage solide au niveau communautaire**, comme les banques de céréales, le soutien aux systèmes de solidarité communautaire, les transferts monétaires ;
 - **Des paquets d'assistance intégrée** prenant en compte des activités de sécurité alimentaire, de nutrition, de WASH et de protection au minimum, pour plus d'efficacité ;
 - **Des stratégies d'intégration et de participation de la communauté dans la définition de la réponse d'urgence.**
- ☞ **Les acteurs humanitaires et le gouvernement assurent que toutes leurs réponses d'urgence sont faites directement aux populations les plus vulnérables** sur base de critères de vulnérabilités clairement définis et renforcent et **homogénéisent la qualité** de leurs réponses **conformément aux standards SPHERE et gouvernementaux.**
- ☞ **Les bailleurs humanitaires et de développement s'accordent sur des planifications stratégiques et opérationnelles conjointes pour assurer une répartition géographique et temporelle** (de l'urgence à la reconstruction de moyens d'existences adaptés au contexte) des financements & réponses plus équilibrée et limiter les gaps.
- ☞ **Les bailleurs de développement s'engagent à financer systématiquement des réponses de relèvement précoce et de renforcement de la résilience** qui soient flexibles adaptés au contexte de conflit et de chocs climatiques et coordonnées avec les réponses et bailleurs humanitaires. Ces approches devraient comprendre :
- **Des approches filets sociaux adaptables au contexte volatile**, y compris les filets sociaux de soudure ;
 - **Des approches permettant de faire la transition entre des assistances d'urgence (aide alimentaire, cash, etc.) et le relèvement précoce** tel que développement des activités génératrices de revenus, d'épargne villageoises et micro-crédits, l'appui à la production d'aliments bétail et la santé animale ;
 - **Des approches sensibles aux dynamiques de conflits** notamment intercommunautaires et adaptées à la volatilité du contexte sécuritaire ;
 - **Des approches permettant de soutenir déplacés et communautés hôtes et de favoriser la cohésion sociale** et leur intégration ;
 - **Des approches soutenant les acteurs locaux** (organisations agropastorales, traditionnelles, collectivités, communautés) **et systèmes de solidarités et d'adaptation aux chocs** locaux déjà existants ;
 - **Des approches de mitigation, préparation et de contingence aux chocs sécuritaires, climatiques et épidémique** (santé humaine et animale) ainsi que la mise en place systématique de modificateurs de crise permettant d'adapter les réponses de moyen et long termes aux chocs ;
 - **Des approches agricoles et pastorales adaptées aux impacts environnementaux du changement climatique**, aux environnements spécifiques et capacités des paysans et éleveurs.

